

*Initiatives ministérielles*

Je pense que les citoyens en général. . . Et si vous faites un sondage à travers le pays, vous verrez qu'il y a de plus en plus de gens qui disent que ceux qui choisissent de travailler dans la fonction publique ne devraient pas avoir le droit de grève. Et de plus en plus, je l'entends, ce commentaire. Je pense qu'on les paie joliment. C'est facile pour vous de dire *pay them*, mais vous n'avez pas encore dit où on prendra l'argent par exemple. C'est cela, vous autres, vous imprimez de l'argent.

Vous n'avez même pas endetté vos petits-enfants, vous avez endetté vos arrière-petits-enfants. S'il y en a qui paient la facture aujourd'hui, ce sont les travailleurs, les 609 000 assistés sociaux du Québec, le million d'assistés sociaux de l'Ontario, ce sont eux qui paient la facture présentement des conneries et des stupidités qui ont été commises au cours des 20 dernières années.

Vous vous targuez, vous vous vantez de défendre l'intérêt des pauvres. C'est faux! Vous ne défendez pas présentement l'intérêt des pauvres ici, vous êtes en train de défendre l'intérêt des travailleurs les mieux rémunérés au Canada. Je trouve que c'est inacceptable, votre comportement présentement. Vous devriez dénoncer beaucoup plus que vous ne l'avez fait jusqu'à maintenant, particulièrement vous autres, les Néo-démocrates, M. Bean qui est en train de trahir ses propres membres, qui les informe mal, qui véhicule mal le message à la base, qui empêche des travailleurs qui sont conscients qu'on ne peut pas demander plus aux contribuables, qui sont d'accord pour rentrer au travail, M. Bean leur dit non, parce que si tu rentres, je vais m'occuper de ta personne.

Eh bien, cela, ce n'est pas vrai, madame la Présidente. Il est temps que cela cesse, ces folies-là! J'espère que d'ici 22 heures, il y aura au moins quelqu'un de la loyale opposition de Sa Majesté qui se lèvera et qui défendra ces gens-là correctement.

• (2120)

[Traduction]

**M. MacLellan:** J'adore entendre les gens se plaindre de la nomination de Ian Deans à ce poste. Je me demande bien qui a pu l'y nommer.

Je veux simplement rappeler que lorsque le gouvernement crache contre le vent, il peut s'attendre à recevoir quelques gouttes.

J'espère que le président du Conseil du Trésor reviendra, j'aimerais bien qu'il entende deux ou trois choses.

La progression de la grève me préoccupe beaucoup. Le président du Conseil du Trésor et le gouvernement ont de toute évidence précipité cette grève, puis ont choisi de revenir à la table des négociations, mais sans négocier sérieusement. Je crois que c'était là jeter de l'huile sur le feu.

Lorsque vous lisez dans l'annonce du gouvernement fédéral l'offre refusée par l'Alliance, vous voyez ce que le gouvernement estime être une offre.

Il offre un montant forfaitaire de 500 \$ aux quelque 35 000 fonctionnaires gagnant moins de 27 000 \$ par année. Le gouvernement garantit un emploi aux employés dont les fonctions sont transférées au secteur privé en raison de la sous-traitance ou d'une mesure de privatisation, ceux qui choisiraient de travailler pour le sous-traitant recevraient six mois de salaire en compensation des avantages sociaux moindres du secteur privé. Ce n'est pas là négocier sérieusement.

Ensuite, le gouvernement garantit une offre d'emploi raisonnable à tous les employés touchés par le réaménagement des effectifs. Lorsqu'il y a réaménagement des effectifs, on s'attend à ce qu'il y ait offre d'emploi raisonnable. Toutefois, le gouvernement ne définit pas le mot «raisonnable». Quand nous examinons ce qu'a fait le gouvernement, ce qui est «raisonnable» à ses yeux est totalement différent de la définition à laquelle nous sommes tous habitués. Je ne pense pas que l'on puisse faire confiance au gouvernement lorsqu'il utilise ce mot durant les négociations. Je suis sûr que la fonction publique actuellement en grève ne l'a pas fait.

Le plus incroyable est que le gouvernement a déclaré que les paiements totalisant 81 millions de dollars, actuellement effectués au titre de l'équité salariale, seront incorporés dans les salaires de base, ce qui haussera la valeur en dollars des futures augmentations et pensions.

Pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas fait dès le début? Ce serait une meilleure chose que de s'en servir comme monnaie d'échange au moment où les travailleurs s'attendent à des négociations plus constructives.

Toutes les parties ont fait des efforts considérables afin d'en arriver là, espérant que l'on trouverait une façon équitable de mettre fin à cette grève. Nous pensions que le gouvernement était sincère lorsqu'il a proposé de